

Tableau des lois d'intérêt public et des ministres responsables

Chapitres des lois révisées (1985), y compris les modifications et certaines autres lois d'intérêt public et leurs modifications

Mis à jour jusqu'au 2010, ch. 25 et Gazette du Canada, Partie II, Vol. 145, No 1 (2011-01-05)

O

Océans, Loi sur les — 1996, ch. 31

(*Oceans Act*)

Le ministre des Pêches et des Océans

art. 2, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 115; 1998, ch. 15, art. 35; 2002, ch. 7, art. 223
art. 39.3, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 39.12, 2003, ch. 22, al. 224z.63)(A)
art. 41, 1999, ch. 31, art. 170(F); 2005, ch. 29, art. 36 dispositions conditionnelles, 1996, ch. 31, art. 53
EEV, 1996, ch. 31, la loi, à l'exception de l'art. 53, en vigueur 31.01.97 voir TR/97-21
EEV, 1998, ch. 15, art. 35 en vigueur à la sanction 11.06.98
EEV, 1999, ch. 31, art. 170 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2002, ch. 7, art. 223 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 29, art. 36 en vigueur 05.10.2005 voir TR/2005-95

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34

(*Public Sector Pension Investment Board Act*)

Le président du Conseil du Trésor

art. 3, 2003, ch. 22, al. 224z.72)(A); 2005, ch. 30, art. 47 et 50; 2006, ch. 9, art. 295; 2009, ch. 2, art. 381, ch. 23, art. 336
art. 3.1, ajouté, 2006, ch. 4, art. 217
art. 4, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 6, 2009, ch. 2, art. 382; 2010, ch. 12, art. 1763
art. 9, 2006, ch. 9, art. 296
art. 10, 2003, ch. 22, al. 225z.18)(A); 2005, ch. 10, al. 34(1)*r*)
art. 14, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 25, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 27, 2006, ch. 9, art. 297
art. 36, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48

art. 37, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 38, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 39, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 40, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 41, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 42, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 43, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 44, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 48
art. 45, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 48
art. 46, abrogé, 2005, ch. 30, art. 48
art. 47, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*)
art. 48, 2005, ch. 10, par. 34(1)*r*); 2005, ch. 30, art. 49
art. 118, 2003, ch. 26, art. 38
art. 120, 2003, ch. 26, art. 39
art. 128, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 129, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 130, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 131, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 132, abrogé, 2003, ch. 26, art. 40
art. 160, abrogé, 2003, ch. 26, art. 42
art. 168, abrogé, 2003, ch. 26, art. 43
art. 172, 2009, ch. 13, art. 15
disposition de coordination, 2005, ch. 30, art. 50
disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 358
dispositions transitoires, 1999, ch. 34, art. 229
EEV, 1999, ch. 34,
— par. 65(5) en vigueur 21.06.99 voir par. 230(1);
— art. 103 en vigueur 01.10.99 voir par. 230(2);
— art. 1 à 52, par. 53(1), la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), par. 53(3), art. 54, 61, par. 62(2), (4) et (5), 64(1) à (3), (5) et (6), 65(1) à (4), art. 66, 68, 70 à 72, 75 à 77, 80 à 84, 87 à 90, par. 91(3) à (5), (7) et (8), 92(2) à (6), art. 93, 94, par. 95(2) et (3), art. 97 à 102, 104 à 106, 111 à 113, par. 115(2), (3), art. 116, 121 à 124, 126, par. 130(3), art. 133, 135 à 141, par. 142(1), (3), art. 144, 145, par. 146(2), 147(2), art. 148 à 150, par. 151(2), (3), art. 153, 156, 159, par. 161(2), (3), 162(2), art. 165 à 167, la définition « enfant » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), par. 169(2), art. 170, 175, par. 176(1), (2) et (4), art. 180, 181, 183 à 189,

O

Office d'investissement des régimes de pensions du secteur public, Loi sur l' — 1999, ch. 34 (suite)

- 192, par. 193(2), 194(2) et (3), art. 196, 197, par. 198(2) et (3), art. 200, par. 201(2), art. 204 à 226, 228 et 229 en vigueur à la sanction 14.09.99;
- la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de la fonction publique*, édictée par le par. 53(2), art. 55 à 60, par. 62(1) et (3), art. 63, par. 64(4), art. 67, 69, 73, 74, 78, 79, 85 et 86, par. 91(1), (2) et (6) et 92(1), art. 107 à 110, par. 115(1), art. 117, par. 118(1), art. 119, par. 120(1) et (2), art. 127 et 134, par. 142(2), art. 143, par. 146(1), 147(1) et 162(1), art. 163 et 164, la définition de « contributeur » au par. 3(1) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictée par le par. 169(1), art. 171, par. 172(1), art. 173, par. 174(1), art. 177, 182 et 190, par. 193(1) et 194(1), art. 195, par. 201(1) et art. 202 et 203 en vigueur 01.01.2000 voir TR/99-138;
- par. 95(1), art. 96, par. 151(1), art. 152, par. 198(1) et art. 199 en vigueur 01.04.2000 voir TR/99-138;
- art. 114 et 227 en vigueur 01.10.2000 voir TR/99-138;
- art. 125, par. 176(3) en vigueur 01.01.2001 voir TR/99-138
- art. 178 et 179 en vigueur 01.09.2003 voir TR/2003-145
- (Remarque :
- par. 118(2) abrogé par 2003, ch. 26, art. 38;
- par. 120(3) abrogé par 2003, ch. 26, art. 39;
- art. 128 à 132 abrogés par 2003, ch. 26, art. 40;
- art. 160 abrogé par 2003, ch. 26, art. 42;
- art. 168 abrogé par 2003, ch. 26, art. 43)
- divisions 6b)(ii)(M) et (N) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4), en vigueur 26.10.2006 voir TR2006-116;
- par. 174(2) en vigueur 26.20.2006 voir TR/2006-116;
- art. 154 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21;
- par. 172(3) abrogé avant son entrée en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, art. 15;
- par. 172(2) et l'art. 191 en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17a);
- divisions 6b)(ii)(L), (O) et (P) de la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, édictées par le par. 172(4) en vigueur 18.06.2009 voir 2009, ch. 13, al. 17b);
- art. 155, 157, 158, par. 161(1) et (4) entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 230. Non en vigueur.
- Le gouverneur en conseil peut par décret, à la date d'entrée en vigueur de telle disposition de la présente loi ou de

telle disposition édictée par la présente loi ou après cette date, modifier la disposition — ou tout autre disposition — en remplaçant tout renvoi à sa date d'entrée en vigueur par un renvoi à la date même de l'entrée en vigueur de celle-ci voir art. 231

- EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24
- EEV, 2003, ch. 26, art. 38 à 40 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-21; art. 42 et 43 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret voir art. 71. Non en vigueur
- EEV, 2005, ch. 10, art. 34 en vigueur 04.04.2005 voir TR/2005-29
- EEV, 2005, ch. 30, art. 47 à 50 en vigueur à la sanction 29.06.2005
- EEV, 2006, ch. 4, art. 217 en vigueur à la sanction 22.06.2006
- EEV, 2006, ch. 9, art. 296 et 297 en vigueur à la sanction 12.12.2006; art. 295 en vigueur 01.03.2007 voir TR/2007-15
- EEV, 2009, ch. 2, art. 381 et 382 en vigueur à la sanction 12.03.2009
- EEV, 2009, ch. 23, art. 358 en vigueur à la sanction 23.06.2009; art. 336 entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 372(1). Non en vigueur
- EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1763 entre en vigueur à la date fixée par décret voir art. 1764 – Non en vigueur

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40
(*Canada Pension Plan Investment Board Act*)

Le ministre des Finances

- art. 2**, 1999, ch. 3, art. 19; 2002, ch. 7, art. 112(A); 2003, ch. 5, art. 12
- art. 3**, 2003, ch. 22, al. 224s)(A); 2009, ch. 23, art. 317
- art. 5**, 2003, ch. 5, art. 13
- art. 6.1**, ajouté, 2003, ch. 5, art. 14
- art. 37**, 2003, ch. 5, art. 15; abrogé, 2009, ch. 31, art. 44
- art. 50**, 2003, ch. 5, art. 16
- art. 51**, 2003, ch. 5, art. 17
- art. 53**, 2009, ch. 31, art. 45
- art. 56**, 2003, ch. 5, art. 18
- disposition transitoire, 2003, ch. 5, art. 19
- EEV, 1997, ch. 40,
- art. 60, 62 à 68, 72, 73, 75, par. 77(2), art. 78 à 80, 82, 85, 85.1, le par. 90(2) du *Régime de pensions du*

O

Office d'investissement du régime de pensions du Canada, Loi sur l' — 1997, ch. 40 (suite)

Canada édicté par l'art. 86, l'art. 90.2 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, 88, 95, 99, 102 à 105, le par. 44(3) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.2 de cette loi, édicté par l'art. 107, entrent en vigueur à la sanction 18.12.97

— art. 58 et 59, 61, 69 à 71, 74 et 76, par. 77(1) et les art. 81, 83, 92 à 94 et 96 à 98 en vigueur 01.01.98 voir TR/98-24

— art. 1 à 57, 89 à 91 et 108 et 109 en vigueur 01.04.98 voir TR/98-24

— l'art. 84, le par. 90(3) du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 86, l'art. 90.1 du *Régime de pensions du Canada*, édicté par l'art. 87, les art. 100 et 101, le par. 44(4) de la *Loi sur la sécurité de la vieillesse*, édicté par l'art. 106, et l'art. 44.1 de cette loi, édicté par l'art. 107, en vigueur 01.04.2010 voir TR/2010-16

EEV, 1999, ch. 3, art. 19 entre en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'art. 3 de la *Loi sur le Nunavut* (01.04.99) voir art. 92

EEV, 2002, ch. 7, art. 112 en vigueur 01.04.2003 voir TR/2003-48

EEV, 2003, ch. 5,

— par. 12(1), art. 13 et 15 à 17, par. 18(1) et art. 19 en vigueur 01.04.2004 voir TR/2004-31

— par dérogation au par. 114(4) du *Régime de pensions du Canada* par. 12(2), art. 14 et par. 18(2) entrent en vigueur trois ans après la date d'entrée en vigueur de l'art. 19 (art. 19 en vigueur 01.04.2004) date d'entrée en vigueur 01.04.2007 voir par. 20(2)

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 voir TR/2005-24

EEV, 2009, ch. 23 (sanction : 23.06.2009), par. 317(1) et (2) entrent en vigueur aux dates fixées par décret voir par. 372(2). Non en vigueur

EEV, 2009, ch. 31, art. 44 et par. 45(2) en vigueur à la sanction 15.12.2009; par. 45(1) réputé entré en vigueur 01.04.1998

Office de financement de l'assurance-emploi du Canada, Loi sur l'

— 2008, ch. 28, art. 121

(*Canada Employment Insurance Financing Board Act*)

art. 3, 2009, ch. 23, art. 314

art. 9, 2009, ch. 2, art. 377

art. 14, 2010, ch. 12, art. 2207

Disposition de coordination, 2009, ch. 23, art. 348

Dispositions transitoires, 2008, ch. 28, art. 122 et 123

EEV, 2008, ch. 28 (sanction : 18.06.2008), la loi, à l'exception de l'al. 4a), édicté par l'art. 121, et l'art. 123, en vigueur 20.06.2008 voir TR/2008-76; l'al. 4a) édicté par l'art. 121 et l'art. 122 en vigueur à la date de prise du décret TR/2010-74 (23.09.10) mais voir l'erratum, Vol. 144, n° 22, p. 2002 re date du C.P.

EEV, 2009, ch. 2, art. 377 en vigueur à la sanction 12.03.2009

EEV, 2009, ch. 23, art. 348 en vigueur à la sanction 23.06.2009, art. 314 entre en vigueur à la date fixée par décret voir par. 372(1). Non en vigueur

EEV, 2010, ch. 12, art. 2207 en vigueur à la sanction 12.07.2010

Office des droits de surface du Yukon, Loi sur l' — 1994, ch. 43

(*Yukon Surface Rights Board Act*)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

LOI ABROGÉE 2002, ch. 7, art. 283 (Non en vigueur)

art. 2, 1999, ch. 31, art. 227

art. 5, 2003, ch. 7, art. 131

art. 15, 2003, ch. 22, al. 224z.86)(A)

art. 40, 1998, ch. 5, art. 15(F)

art. 65, 1998, ch. 5, art. 16; 2002, ch. 7, art. 270

art. 75, 1998, ch. 5, art. 17(F)

art. 76, 2002, ch. 8, art. 181, ch. 10, art. 192(F) et 202(F)

art. 78, 1998, ch. 5, art. 18; 2002, ch. 7, art. 271

annexe I, DORS/98-178; DORS/99-14; DORS/2002-378; DORS/2004-10; DORS/2005-70

partie I,

art. 11, ajouté, DORS/2005-402

partie II,

art. 11, ajouté, DORS/2005-402

disposition de coordination, 2002, ch. 10, art. 202

disposition de coordination, 2003, ch. 7, par. 133(7)

dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 117 et 119

EEV, 1994, ch. 43 en vigueur 14.02.95 voir TR/95-19

EEV, 1998, ch. 15, art. 15, 17 et 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 16 et 18 entrent en vigueur à la date de transfert voir art. 28 (date de transfert 19.11.98 voir C.P. 1998-2022)

EEV, 1999, ch. 31, art. 227 en vigueur à la sanction 17.06.99

O

Office des droits de surface du Yukon, Loi sur l' — 1994, ch. 43 (suite)

EEV, 2002, ch. 7, art. 270 et 271 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 283 entre en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285(3). Non en vigueur

EEV, 2002, ch. 8, art. 181 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2002, ch. 10, art. 192 et 202 en vigueur à la sanction 30.04.2002

EEV, 2003, ch. 7,
— art. 133 en vigueur à la sanction 13.05.2003;
— art. 131 entre en vigueur dix-huit mois après la date de sanction de la présente loi ou, dans cet intervalle, à la date fixée par décret (sanctionnée le 13.05.2003) *voir* art. 134. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, l'entrée en vigueur est 13.11.2004

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

Office des produits agricoles, Loi sur l'**— L.R. (1985), ch. A-4***(Agricultural Products Board Act)*

LOI ABROGÉE 1997, ch. 20, art. 43

dispositions transitoires, 1997, ch. 20, art. 47 à 49

EEV, 1997, ch. 20, art. 43 et 47 à 49 en vigueur 01.01.97 *voir* art. 56

Office national de l'énergie, Loi sur l'**— L.R. (1985), ch. N-7***(National Energy Board Act)***Le ministre des Ressources naturelles (1994, ch. 41, par. 37(2)); le ministre des Transports (art. 108 à 111)**

art. 2, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299; 1990, ch. 7, art. 1; 1994, ch. 24, al. 34(1*m*)(F); 1996, ch. 10, art. 237, ch. 31, art. 90; 2004, ch. 25, art. 147

art. 2.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 2

art. 3, 1990, ch. 7, art. 3; 1991, ch. 27, art. 1; 2001, ch. 27, art. 262

art. 6, 1990, ch. 7, art. 4

art. 7, 1991, ch. 27, art. 2

art. 9, 1994, ch. 10, art. 19; 2000, ch. 20, art. 27; 2003, ch. 22, al. 224z.56(A) et 225z.10(A)

art. 12, 1990, ch. 7, art. 5

art. 14, 1990, ch. 7, art. 6

art. 15, 1990, ch. 7, art. 7

art. 16, 1990, ch. 7, art. 8

art. 16.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 20

art. 16.2, 2004, ch. 15, art. 82

art. 16.3, ajouté, 2010, ch. 12, art. 2149

art. 18, 2007, ch. 35, art. 152(A)

art. 20, 1990, ch. 7, art. 9(A)

art. 21, 1990, ch. 7, art. 10; 1994, ch. 10, art. 21

art. 21.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10

art. 21.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 10

art. 22, 1990, ch. 7, art. 11

art. 24, 1990, ch. 7, art. 12

art. 24.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 13; 1991, ch. 24, art. 51, ann. III, art. 8

art. 25, 2007, ch. 35, art. 153

art. 26, 1994, ch. 10, art. 22; 2004, ch. 15, art. 83

partie II.1, (art. 28.1 à 28.8), ajoutée, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.5, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.6, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.7, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 28.8, ajouté, 1994, ch. 10, art. 23

art. 29, 2001, ch. 4, art. 102

art. 32, 1990, ch. 7, art. 15

art. 34, 2004, ch. 25, art. 148(A)

art. 42, 2004, ch. 25, art. 149

art. 41, 1990, ch. 7, art. 16

art. 47, 1996, ch. 10, art. 237.1

art. 48, 1990, ch. 7, art. 17; 1994, ch. 10, art. 24; 2004, ch. 15, art. 84

art. 49, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 85

art. 50, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25

art. 51, abrogé, 1990, ch. 7, art. 18; ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 25, art. 150(A)

art. 51.1, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25; 2004, ch. 15, art. 86(A)

art. 51.2, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25

art. 51.3, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25

art. 51.4, ajouté, 1994, ch. 10, art. 25

art. 52, 1990, ch. 7, art. 18; 1996, ch. 10, art. 238

art. 54, 1990, ch. 7, art. 19

art. 55, abrogé, 1990, ch. 7, art. 20

art. 57, 1990, ch. 7, art. 21(F)

art. 58, 1990, ch. 7, art. 22; 2004, ch. 25, art. 151

partie III.1 :

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

art. 58.1, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.11, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.12, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 87
art. 58.13, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.14, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.15, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.16, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.17, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.18, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.19, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.2, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.21, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.22, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.23, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.24, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.25, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 25, art. 152
art. 58.26, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.27, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.28, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.29, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 239
art. 58.3, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 1996, ch. 10, art. 240
art. 58.31, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23; 2004, ch. 15, art. 88
art. 58.32, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.33, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.34, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.35, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.36, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.37, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.38, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.39, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.4, ajouté, 1990, ch. 7, art. 23
art. 58.5, ajouté, 1990, ch. 7, art. 24
art. 60, 1996, ch. 10, art. 241
art. 69, 1996, ch. 10, art. 242; 2004, ch. 25, art. 153(A)
art. 70, 1996, ch. 10, art. 243
art. 71, 1996, ch. 10, art. 243.1
art. 73, 2004, ch. 25, art. 154
art. 74, 2004, ch. 25, art. 155
art. 77, 2004, ch. 25, art. 156(A)
art. 78, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6
art. 78.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 87; 2002, ch. 7, art. 210
art. 80, 2004, ch. 25, art. 157
art. 81, 2004, ch. 15, art. 89(A)
art. 82, 2004, ch. 15, art. 90
art. 84, 2001, ch. 4, art. 103(A)
art. 86, 2001, ch. 4, art. 104
art. 87, 2004, ch. 25, art. 158(A)
art. 92, 1994, ch. 43, art. 88

art. 97, 2004, ch. 25, art. 159
art. 97.1, ajouté, 1994, ch. 43, art. 89; 2002, ch. 7, art. 211
art. 99, 1990, ch. 7, art. 25(F)
art. 101, 2002, ch. 8, al. 183(1)o)
art. 106, 2004, ch. 25, art. 160
art. 108, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 359, ann., n^o 6; 1990, ch. 7, art. 26(A); 1996, ch. 10, art. 244
art. 109, 1990, ch. 7, art. 27
art. 111, 2001, ch. 4, art. 105; 2004, ch. 25, art. 161
art. 112, 1990, ch. 7, art. 28; 1994, ch. 10, art. 26; 1999, ch. 31, art. 167; 2004, ch. 15, art. 91
art. 113, abrogé, 1990, ch. 7, art. 28
art. 114, 2001, ch. 4, art. 106
art. 116, 1990, ch. 7, art. 29
art. 117, 1990, ch. 7, art. 31
art. 118, 1990, ch. 7, art. 32
art. 119, 1990, ch. 7, art. 33
art. 119.01, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 1993, ch. 44, art. 186; 1997, ch. 14, art. 82; 2001, ch. 28, art. 54
art. 119.02, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.03, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.04, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34; 2004, ch. 15, art. 92
art. 119.05, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.06, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.07, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.08, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.09, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.091, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.092, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.093, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.094, ajouté, 1990, ch. 7, art. 34
art. 119.1, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 35; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.2, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.3, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.4, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 36; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.5, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; 1990, ch. 7, art. 37; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.6, ajouté, 1988, ch. 65, art. 142; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
art. 119.7, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; abrogé, 1997, ch. 14, art. 83
section III.1, ajouté (art. 120 à 120.5), 1993, ch. 44, art. 188
art. 120, 1988, ch. 65, art. 143; abrogé, 1990, ch. 7, art. 38; ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 83; 2001, ch. 28, art. 55

O

Office national de l'énergie, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. N-7 (suite)

art. 120.1, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 84; 2001, ch. 28, art. 56

art. 120.2, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57

art. 120.3, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 85; 2001, ch. 28, art. 57

art. 120.4, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 86; 2001, ch. 28, art. 58

art. 120.5, ajouté, 1993, ch. 44, art. 188; 1997, ch. 14, art. 87; 2001, ch. 28, art. 59

art. 121, 2004, ch. 25, art. 162

art. 122, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3), ann. III, n^o 6

art. 123, 1996, ch. 31, art. 91; 2004, ch. 25, art. 163(F)

art. 126, 1990, ch. 7, art. 40(A)

art. 127, 1990, ch. 7, art. 41(A)

art. 129, 1990, ch. 7, art. 42; 2004, ch. 25, art. 164(F)

art. 131, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43; ajouté, 2004, ch. 15, art. 93

art. 132, abrogé, 1990, ch. 7, art. 43

disposition générale, 1994, ch. 24, par. 34(2)(F)

disposition générale, 1996, ch. 10, art. 245

dispositions transitoires, 1990, ch. 7, art. 44 à 48

dispositions transitoires, 1991, ch. 27, art. 3

dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 25; 2002, ch. 7, art. 118 et 119

EEV, L.R., ch. 1 (2^e suppl.), par. 213(3) en vigueur 10.11.86 *voir* TR/86-206

EEV, L.R., ch. 20 (2^e suppl.), art. 6 en vigueur 09.10.86 *voir* TR/86-193

EEV, L.R., ch. 28 (3^e suppl.), art. 299 et 359 en vigueur 01.01.88 *voir* TR/88-26

EEV, 1988, ch. 65, art. 142, 143 en vigueur 01.01.89 *voir* TR/89-9

EEV, 1990, ch. 7

— la présente loi, à l'exception des art. 13, 20, 25 et 27, entre en vigueur le 01.06.90 *voir* TR/90-66

— les art. 13 et 20 entrent en vigueur le 01.01.91 *voir* TR/90-174

— l'art. 25 est réputé entré en vigueur le 12.12.88 *voir* par. 52(3)

— l'art. 27 en vigueur à la sanction 29.03.90

EEV, 1991, ch. 24, art. 51 entre en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret du gouverneur en conseil *voir* art. 53. Non en vigueur

EEV, 1991, ch. 27, art. 1 et 2 en vigueur 01.11.91 *voir* TR/91-145; art. 3 et 4 en vigueur à la sanction 21.06.91

EEV, 1993, ch. 44, art. 186 à 188 en vigueur 01.01.94 *voir* TR/94-1

EEV, 1994, ch. 10, art. 19 à 26 en vigueur à la sanction 12.05.94

EEV, 1994, ch. 24, art. 34(F) en vigueur à la sanction 23.06.94

EEV, 1994, ch. 43, art. 87 à 89 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19

EEV, 1996, ch. 10, art. 237 à 245 en vigueur 01.07.96 *voir* TR/96-53

EEV, 1996, ch. 31, art. 90 et 91 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21

EEV, 1997, ch. 14, art. 82 à 87 en vigueur 05.07.97 *voir* TR/97-86

EEV, 1999, ch. 31, art. 167 en vigueur à la sanction 17.06.99

EEV, 1998, ch. 5, art. 25 en vigueur à la sanction 12.05.98

EEV, 2000, ch. 20, art. 27 en vigueur 30.09.2000 *voir* TR/2000-67

EEV, 2001, ch. 4, art. 102 à 106 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71

EEV, 2001, ch. 27, art. 262 en vigueur 28.06.2002 *voir* TR/2002-97

EEV, 2001, ch. 28, art. 54 à 59 en vigueur 01.11.2002 *voir* TR/2002-146

EEV, 2002, ch. 7, art. 118, 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48; art. 210 et 211 entrent en vigueur à la date fixée par décret *voir* par. 285. Non en vigueur

EEV, 2002, ch. 8, art. 183 en vigueur 02.07.2003 *voir* TR/2003-109

EEV, 2003, ch. 22, art. 224 et 225 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24

EEV, 2004, ch. 15, art. 82 à 93 en vigueur 20.04.2005 *voir* TR/2005-37

EEV, 2004, ch. 25, art. 147 à 164 en vigueur à la sanction 15.12.2004

EEV, 2007, ch. 35, art. 152 et 153 en vigueur à la sanction 14.12.2007

EEV, 2010, ch. 12, art. 2149 en vigueur à la sanction 12.07.2010

Offices de commercialisation des produits de ferme, voir Offices des produits agricoles, Loi sur les

(Farm Products Marketing Agencies Act)

O

**Offices des produits agricoles, Loi sur les
— L.R. (1985), ch. F-4**[Ancienne appellation : Offices de commercialisation des
produits de ferme]*(Farm Products Agencies Act)***Le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire****titre intégral**, 1993, ch. 3, art. 1**art. 1**, 1993, ch. 3, art. 2**art. 2**, 1993, ch. 3, art. 3 et al. 13a); 1994, ch. 38, al. 25(1)o)**art. 3**, 1993, ch. 3, art. 5; 2010, ch. 12, art. 1731**art. 5**, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)**art. 6**, 1993, ch. 3, art. 6**art. 7**, 1993, ch. 3, art. 7**art. 8**, 1993, ch. 3, art. 8**art. 14**, 2003, ch. 22, art. 166(A)**art. 16**, 1993, ch. 3, al. 13b)**art. 17**, 1993, ch. 3, art. 9 et al. 13c)**art. 22**, 1993, ch. 3, al. 13d) et e); 2001, ch. 4, art. 82; 2004,
ch. 25, art. 140**art. 26**, 2003, ch. 22, al. 224z.35)(A)**art. 32**, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50**art. 34**, 1993, ch. 3, art. 11**art. 37**, 1993, ch. 3, al. 13g); 2004, ch. 25, art. 141**partie III**, (art. 39 à 46), ajoutée, 1993, ch. 3, art. 12**art. 39**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12**art. 40**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12**art. 41**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12**art. 42**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12; 2001, ch. 4, art. 83;
2004, ch. 25, art. 142**art. 43**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12**art. 44**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12**art. 45**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12**art. 46**, ajouté, 1993, ch. 3, art. 12

disposition générale, 1994, ch. 38, par. 25(2)

EEV, L.R., ch. 19 (2^e suppl.), art. 50 en vigueur 19.06.86
voir TR/86-109EEV, 1993, ch. 3, art. 1 à 13 en vigueur à la sanction
25.02.93EEV, 1994, ch. 38, art. 25 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-9EEV, 2001, ch. 4, art. 82 et 83 en vigueur 01.06.2001 *voir*
TR/2001-71EEV, 2003, ch. 22, art. 166 et 224 en vigueur 01.04.2005
voir TR/2005-24EEV, 2004, ch. 25, art. 140 à 142 en vigueur à la sanction
15.12.2004EEV, 2010, ch. 12 (sanction : 12.07.2010), art. 1731 entre en
vigueur à la date fixée par décret *voir* art. 1732 – Non en
vigueur**Oiseaux migrateurs, Loi sur la convention
concernant les — L.R. (1985), ch. M-7***(Migratory Birds Convention Act)*

LOI ABROGÉE 1994, ch. 22, art. 21

EEV, 1994, ch. 22, art. 21 en vigueur à la sanction 23.06.94

**Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la
convention concernant les — 1994, ch. 22***(Migratory Birds Convention Act, 1994)***Le ministre de l'Environnement ou, pour toute mesure
ayant trait au pipe-line du Nord, le membre du Conseil
privé de la Reine pour le Canada chargé de
l'application de la Loi sur le pipe-line du Nord****art. 2**, 2005, ch. 23, art. 1, 43 et 44; 2009, ch. 14, art. 94**art. 2.1**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 2**art. 4**, 2005, ch. 23, art. 3**art. 5.1**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 45**art. 5.2**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 46**art. 5.3**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4 et 47(A)**art. 5.4**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4**art. 5.5**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 4**art. 6**, 2005, ch. 23, art. 5**art. 6.1**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 95**art. 7**, 2005, ch. 23, art. 6; 2009, ch. 14, art. 96**art. 8**, 2005, ch. 23, art. 7**art. 8.1**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7**art. 8.2**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7; 2009, ch. 14, art. 97(F)**art. 8.3**, ajouté, 2005, ch. 23, art. 7**art. 9**, 2003, ch. 22, al. 224z.49)(A)**art. 10**, 2009, ch. 14, art. 98(F)**art. 11**, 2009, ch. 14, art. 99**art. 11.1**, ajouté, 2002, ch. 29, art. 138**art. 11.2**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100**art. 11.21**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100**art. 11.22**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100**art. 11.23**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100**art. 11.24**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100**art. 11.25**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100**art. 11.26**, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100

O

Oiseaux migrateurs, Loi de 1994 sur la convention concernant les — 1994, ch. 22 (suite)

art. 11.27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 11.3, ajouté, 2009, ch. 14, art. 100
art. 12, 2001, ch. 34, art. 53(A); 2005, ch. 23, art. 8; 2009, ch. 14, art. 101
art. 13, 2005, ch. 23, art. 9; 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.01, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.02, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.03, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.04, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.05, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.06, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.07, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.08, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.09, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.14, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.15, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.16, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.17, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.18, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.19, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 13.2, ajouté, 2009, ch. 14, art. 102
art. 14, 2005, ch. 23, art. 10(A)
art. 15, 2005, ch. 23, art. 11(A)
art. 16, 2005, ch. 23, art. 12; 2009, ch. 14, art. 103
art. 17, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27; 2005, ch. 23, art. 13(A)
art. 17.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 14; 2009, ch. 14, art. 104
art. 18, 2009, ch. 14, art. 105
art. 18.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15 et 48
art. 18.2, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 106
art. 18.3, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.4, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15
art. 18.5, ajouté, 2005, ch. 23, art. 15; abrogé, 2009, ch. 14, art. 107
art. 19, abrogé, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1; 2003, ch. 22, al. z.49)(A)
art. 19.1, ajouté, 2005, ch. 23, art. 16
annexe : ajoutée, DORS/2000-189
dispositions de coordination, 2005, ch. 23, art. 43 à 48

disposition générale, 1995, ch. 22, art. 26
EEV, 1992, ch. 47, art. 84, ann., art. 7.1 entre en vigueur dans une province ou partout au Canada à la date ou aux dates fixées par décret pour cette province ou pour tout le pays *voir* par. 86(2) et *aussi* 1996, ch. 7, art. 42. Non en vigueur.
EEV, 1994, ch. 22 en vigueur à la sanction 23.06.94
EEV, 1995, ch. 22, art. 18, ann. IV, art. 27 et art. 26 en vigueur 03.09.96 *voir* TR/96-79
EEV, DORS/2000-189 en vigueur 17.05.2000 *voir* art. 2
EEV, 2001, ch. 34, art. 53 en vigueur à la sanction 18.12.2001
EEV, 2002, ch. 29, art. 138 en vigueur 24.03.2003 *voir* TR/2003-43
EEV, 2003, ch. 22, art. 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
EEV, 2005, ch. 23, art. 43 à 48 en vigueur à la sanction 19.05.2005; art. 1 à 16 en vigueur 28.06.2005 *voir* TR/2005-62
EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 94 à 100 et 103 à 107 en vigueur 10.12.2010 *voir* TR/2010-91; art. 101 et 102 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret *voir* art. 128 – Non en vigueur

Opérations des ports de la côte ouest, Loi sur les — 1972, ch. 23

(West Coast Ports Operations Act)

LOI ABROGÉE le 31.12.72; LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 46
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Opérations des ports du Saint-Laurent, Loi sur les

(St. Lawrence Ports Operations Act)

1972, ch. 22; 1974-75-76, ch. 39
LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 45
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7

[Ancienne appellation : Production et la rationalisation
de l'exploitation du pétrole et du gaz, Loi sur la]
(*Canada Oil and Gas Operations Act*)

**Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien;
et le ministre des Ressources naturelles**

titre intégral, 1992, ch. 35, art. 1

art. 1, 1992, ch. 35, art. 2

art. 2, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 118; 1992, ch. 35, art. 3;
1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2007, ch. 35, art. 145

art. 2.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 4; 2007, ch. 35, art. 146

art. 3, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118, cette
modification a été modifiée avant son entrée en vigueur
par 1998, ch. 15, art. 36(A); 1996, ch. 31, art. 93; 1998,
ch. 5, art. 11, ch. 15, al. 49b)

art. 3.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1

art. 3.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 5; 1994, ch. 10, art. 1

art. 4, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 119; 1992, ch. 35, art. 6

art. 4.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 147

art. 4.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 7; 1994, ch. 10, art. 2

art. 5, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 120; 1992, ch. 35, art. 8;
1994, ch. 10, art. 3 et al. 15a)

art. 5.01, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 43, art. 90;
1998, ch. 5, art. 12; 2002, ch. 10, art. 190

art. 5.02, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b)

art. 5.03, ajouté, 1992, ch. 35, art. 8; 1994, ch. 10, al. 15b)

art. 5.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992,
ch. 35, art. 9; 1994, ch. 10, art. 4 et al. 15c)

art. 5.11, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15d)

art. 5.12, ajouté, 1992, ch. 35, art. 10; 1994, ch. 10, al. 15d)

art. 5.2, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1992,
ch. 35, art. 11

art. 5.3, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 121; 1994,
ch. 10, art. 5; 2007, ch. 35, art. 148

art. 5.31, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.32, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.33, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.34, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.35, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.36, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.37, ajouté, 2007, ch. 35, art. 149

art. 5.4, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12; 1994, ch. 10, art. 6

art. 5.5, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12

art. 5.6, ajouté, 1992, ch. 35, art. 12

art. 6, 1994, ch. 41, al. 37(1)s); 2003, ch. 22, al. 224r)(A)

art. 7, 1994, ch. 41, al. 37(1)s), al. 38(1)g); 2003, ch. 22,
al. 224r)(A)

art. 9, 2003, ch. 22, art. 127(A)

Partie 0.1 (art. 13.01 à 13.17)

art. 13.01, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.02, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.03, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.04, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.05, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.06, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.07, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.08, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.09, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.1, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.11, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.12, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.13, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.14, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.15, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.16, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

art. 13.17, ajouté, 2007, ch. 35, art. 150

Partie I (art. 14 à 28)

art. 14, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 122; 1992, ch. 35,
art. 14; 1994, ch. 10, art. 7

art. 16, 1992, ch. 35, art. 15

art. 16.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 15

art. 17, 1992, ch. 35, art. 16

art. 18, 1994, ch. 10, al. 15e)

art. 19, 1992, ch. 35, art. 17

art. 20, 1992, ch. 35, art. 18(F)

art. 21, 1992, ch. 35, art. 19(F); 1994, ch. 10, art. 8

art. 22, 1992, ch. 35, art. 20(F); 1994, ch. 10, art. 8

art. 23, abrogé, 1994, ch. 10, art. 8

art. 24, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 123; ch. 6 (3^e suppl.),
art. 92; 1992, ch. 35, art. 22; 2001, ch. 6, art. 117; 2001,
ch. 26, art. 315 et par. 324(10)

art. 25, 1992, ch. 35, art. 23; 1994, ch. 10, art. 9

art. 26, 1992, ch. 35, art. 24

art. 27, 1992, ch. 35, art. 25; 1994, ch. 10, art. 10

art. 28, 1989, ch. 3, art. 46; 1992, ch. 35, art. 26; 2003,
ch. 22, art. 128

Partie II (art. 29 à 48)

art. 29, 1992, ch. 35, art. 27(F)

art. 30, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 124; 1991, ch. 50,
art. 35; 2001, ch. 4, art. 163

art. 37, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 125; 1991, ch. 50,
art. 36; 2001, ch. 4, art. 164

art. 42, 1992, ch. 35, art. 28(A)

Partie III (art. 49 à 74)

O

Opérations pétrolières au Canada, Loi sur les — L.R. (1985), ch. O-7 (suite)

art. 52, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 126
art. 53, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 11
art. 54, 1992, ch. 35, art. 29
art. 55, 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, al. 15f)
art. 56, 1992, ch. 35, art. 29
art. 57, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58, L.R., ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203; L.R., L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 127; 1992, ch. 35, art. 29; 1994, ch. 10, art. 12
art. 58.1, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 58.2, ajouté, 1992, ch. 35, art. 29
art. 60, 1992, ch. 35, art. 30; 1994, ch. 10, art. 13
art. 61, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 62, abrogé, 1992, ch. 35, art. 30
art. 63, 1994, ch. 10, art. 14
art. 64, abrogé, 1992, ch. 35, art. 31
art. 67, abrogé, 1992, ch. 35, art. 32
art. 72, abrogé, 1992, ch. 35, art. 33
art. 72.1, ajouté, L.R., ch. 36 (2^e suppl.), art. 128
 disposition de coordination, 2001, ch. 26, art. 324
 dispositions générales, 1994, ch. 41, par 37(2), 38(2)
 dispositions transitoires, 1998, ch. 5, art. 19 à 27; 2002, ch. 7, art. 118 et 119
 EEV, L.R., ch. O-7, art. 39 à 47 en vigueur 31.07.2010 *voir* TR/2010-50
 EEV, ch. 27 (1^{er} suppl.), art. 203 en vigueur 15.04.85 *voir* TR/85-211
 EEV, L.R., ch. 36 (2^e suppl.) les art. 118 à 128 proclamés en vigueur le 15.02.87 dans toutes les terres domaniales, *sauf* les parties visées à l'annexe *voir* TR/87-63; les art. 118 à 128 entrent en vigueur le 01.12.87 dans les terres domaniales visées à l'annexe *voir* TR/87-244
 EEV, L.R., ch. 6 (3^e suppl.), art. 92 en vigueur 24.04.89 *voir* TR/89-106
 EEV, 1989, ch. 3, art. 46 en vigueur 29.03.90 *voir* TR/90-63
 EEV, 1991, ch. 50, art. 35 et 36 en vigueur 15.09.92 *voir* TR/92-151
 EEV, 1992, ch. 35, art. 1 à 33 en vigueur 01.09.92 *voir* TR/92-154
 EEV, 1993, ch. 28, art. 78, ann. III, art. 118 en vigueur 01.04.99 *voir* art. 79
 EEV, 1994, ch. 10, art. 1 à 15 en vigueur à la sanction 12.05.94
 EEV, 1994, ch. 41, art. 37 et 38 en vigueur 12.01.95 *voir* TR/95-10
 EEV, 1994, ch. 43, art. 90 en vigueur 14.02.95 *voir* TR/95-19
 EEV, 1996, ch. 31, art. 93 en vigueur 31.01.97 *voir* TR/97-21

EEV, 1998, ch. 5, art. 19 à 27 en vigueur à la sanction 12.05.98; art. 11 et 12 entrent en vigueur à la date de transfert *voir* art. 28 (date de transfert 19.11.98 *voir* C.P. 1998-2022)
 EEV, 1998, ch. 15, art. 36, 49 en vigueur à la sanction 11.06.98 mais la modification prévue par l'al. 49b) prend effet le 01.04.99
 EEV, 2001, ch. 4, art. 163 et 164 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
 EEV, 2001, ch. 6, art. 117 entre en vigueur quatre-vingt-dix jours après la date de sanction (sanctionnée le 10.05.2001) ou à la date ultérieure fixée antérieurement par décret *voir* art. 131. Il n'y a pas eu de décret, par conséquent, art. 117 en vigueur 08.08.2001
 EEV, 2001, ch. 26, art. 324 en vigueur à la sanction 01.11.2001; art. 315 en vigueur 01.07.2007 *voir* TR/2007-65
 EEV, 2002, ch. 7, art. 118 et 119 en vigueur 01.04.2003 *voir* TR/2003-48
 EEV, 2002, ch. 10, art. 190 en vigueur à la sanction 30.04.2002
 EEV, 2003, ch. 22, art. 127, 128 et 224 en vigueur 01.04.2005 *voir* TR/2005-24
 EEV, 2007, ch. 35, art. 145 à 150 en vigueur à la sanction 14.12.2007

Opérations portuaires du Saint-Laurent, Loi de 1975 sur les — 1974-75-76, ch. 39

(*St. Lawrence Ports Operations*)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 49
 EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Opérations portuaires, Loi de 1986 sur les — 1986, ch. 46

(*Maintenance of Ports Operations Act, 1986*)

Le ministre du Développement des ressources humaines (TR/93-142 *voir aussi* 1996, ch. 11, art. 96)

EEV, 1986, ch. 46, la présente loi entre en vigueur le lendemain du jour de sa sanction royale (18.11.86) mais au plus tôt douze heures après celle-ci

O

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1994 sur les — 1994, ch. 1*(West Coast Ports Operations Act, 1994)***Le ministre du Travail (TR/95-36)**

EEV, 1994, ch. 1 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 08.02.94)
voir art. 20

Opérations portuaires de la côte ouest, Loi de 1995 sur les — 1995, ch. 2*(West Coast Ports Operations Act, 1995)***Le ministre du Travail**

EEV, 1995, ch. 2 en vigueur à l'expiration de la douzième heure suivant sa sanction (date de la sanction 16.03.95)
voir art. 16

Opérations portuaires sur la côte ouest, Loi de 1982 — 1980-81-82-83, ch. 126*(West Coast Ports Operations Act, 1982)***Opérations sur la côte ouest, Loi de 1975 sur les — 1974-75-76, ch. 32***(West Coast Ports Operations Act, 1975)*

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 48
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.)*(Family Orders and Agreements Enforcement Assistance Act)***Le ministre de la Justice**

titre intégral, 2000, ch. 12, art. 115

art. 2, 1996, ch. 11, al. 95f), 97(2)b)(A) et 99b); 1997, ch. 1, art. 16; 1999, ch. 17, art. 158; 2005, ch. 35, al. 66c)(A) et 67b), ch. 38, al. 138i)
art. 6, 1996, ch. 11, al. 95f) et 97(1)d); 2005, ch. 35, art. 53
art. 7, 1993, ch. 8, art. 6
art. 10, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7
art. 11, abrogé, 1993, ch. 8, art. 7
art. 12, 1993, ch. 8, art. 8
art. 13, 1993, ch. 8, art. 9; 1997, ch. 1, art. 17
art. 14, 1993, ch. 8, art. 10; 1997, ch. 1, art. 18
art. 15, 1996, ch. 11, al. 97(1)d) et 99b); 1997, ch. 1, art. 19; 1999, ch. 31, art. 91(F); 2005, ch. 35, al. 66c); 2005, ch. 38, art. 111 et 146
art. 17, 1993, ch. 8, art. 11
art. 19, 1993, ch. 8, art. 12
art. 19.1, ajouté, 1993, ch. 8, art. 12
art. 22, 1997, ch. 1, art. 20
art. 23, 1992, ch. 1, art. 66; 1993, ch. 8, art. 13(F)
art. 25, 1993, ch. 8, art. 14
art. 28, 1993, ch. 8, art. 15; 1997, ch. 1, art. 21
art. 29, 1992, ch. 8, art. 15
art. 30, 1993, ch. 8, art. 15
art. 36, 1993, ch. 8, art. 16
art. 45, 1993, ch. 8, art. 17
art. 46, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 47, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 48, abrogé, 1993, ch. 8, art. 17
art. 52, 2001, ch. 4, art. 81
art. 61, 1993, ch. 8, art. 18
partie III, (art. 62 à 78), 1997, ch. 1, art. 22
art. 62, 1997, ch. 1, art. 22
art. 63, 1997, ch. 1, art. 22
art. 64, 1997, ch. 1, art. 22
art. 65, 1997, ch. 1, art. 22
art. 66, 1997, ch. 1, art. 22
art. 67, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 68, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 69, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 70, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 71, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 72, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 73, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 74, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 75, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 76, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 77, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 78, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
partie IV, (art. 79 à 82), ajoutée, 1997, ch. 1, art. 22
art. 79, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22

O

Ordonnances et des ententes familiales, Loi d'aide à l'exécution des — L.R. (1985), ch. 4 (2^e suppl.) (suite)

art. 80, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 81, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
art. 82, ajouté, 1997, ch. 1, art. 22
annexe, ajouté, 1997, ch. 1, art. 23; DORS/98-511
disposition transitoire, 1993, ch. 8, art. 19
disposition de coordination, 2005, ch. 38, art. 146
EEV, L.R., ch. 4 (2^e suppl.) loi proclamée en vigueur à l'exception de la partie II, 30.11.87 *voir* TR/87-260; partie II en vigueur 05.05.88 *voir* TR/88-88
EEV, 1992, ch. 1, art. 66 en vigueur à la sanction 28.02.92
EEV, 1993, ch. 8, art. 6 à 14 et 16 à 19 en vigueur à la sanction 25.03.93; art. 15 en vigueur 16.02.94 *voir* TR/94-24
EEV, 1996, ch. 11, art. 95, 97 et 99 en vigueur 12.07.96 *voir* TR/96-70
EEV, 1997, ch. 1, art. 16 à 23 en vigueur 01.05.97 *voir* TR/97-43
EEV, 1999, ch. 17, art. 158 en vigueur 01.11.99 *voir* TR/99-111
EEV, 1999, ch. 31, art. 91 en vigueur à la sanction 17.06.99
EEV, 2000, ch. 12, art. 115 en vigueur 31.07.2000 *voir* TR/2000-76
EEV, 2001, ch. 4, art. 81 en vigueur 01.06.2001 *voir* TR/2001-71
EEV, 2005, ch. 35, art. 53, 66 et 67 en vigueur 05.10.2005 *voir* TR/2005-97
EEV, 2005, ch. 38, art. 146 en vigueur à la sanction 03.11.2005; art. 111 et 138 en vigueur 12.12.2005 *voir* TR/2005-119

Ordonnances sur la copropriété, Loi de validation sur les — 1985, ch. 46
(Condominium Ordinance Validation Act)

Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien

EEV, 1985, ch. 46 en vigueur à la sanction 29.10.85

Ordonnances tarifaires sur les fruits et légumes, Loi validant des — 1988, ch. 5
(Fruit and Vegetable Customs Orders Validation)

Le ministre de Revenu national

EEV, 1988, ch. 5 en vigueur à la sanction 22.03.88

Ordre public (mesures provisoires), Loi de 1970

(Public Order (Temporary Measures), 1970)

LOI ABROGÉE 1988, ch. 2, art. 68, ann. IV, n° 43
EEV, 1988, ch. 2, art. 68 en vigueur 04.02.88

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Loi sur l' — L.R. (1985), ch. F-26

(Food and Agriculture Organization of the United Nations Act)

Le ministre des Affaires étrangères

art. 4, 1995, ch. 5, al. 25(1)*k*)
disposition générale, 1995, ch. 5, par. 25(2)
EEV, 1995, ch. 5, art. 25 en vigueur 13.05.95 *voir* TR/95-65

Organisation du gouvernement, Loi de 1966 sur l' (voir le ministère ou le sujet en cause) — 1966-67, ch. 25

(Government Organization Act, 1966 (see Dept. by name...))

annexe A, 1988, ch. 2, art. 71
EEV, 1988, ch. 2, art. 71 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1969 (voir le ministère en cause) — 1968-69, ch. 28

(Government Organization Act, 1969)

art. 99, 1988, ch. 2, art. 72
annexe A, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75
EEV, 1988, ch. 2, art. 73, 74 et 75 en vigueur 04.02.88

Organisation du gouvernement, Loi de 1970 (voir le ministère en cause) — S.R.C. 1970, ch. 14 (2^e suppl.)
(Government Organization Act, 1970 (see Dept....))

O

Organisation du gouvernement, Loi de 1970 (voir le ministère en cause) — S.R.C. 1970, ch. 14 (2^e suppl.) (suite)

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe I, 1988, ch. 2, art. 76; 1992, ch. 1, art. 152
 EEV, 1988, ch. 2, art. 76 en vigueur 04.02.88
 EEV, 1992, ch. 1, art. 152 en vigueur à la sanction 28.02.92

**Organisation du gouvernement, Loi de 1979
 (voir le ministère ou le sujet en cause)
 — 1978-79, ch. 13**

(*Government Organization Act, 1979 (see Dept....)*)

art. 5, 1984, ch. 40, art. 32
annexe, 1988, ch. 2, art. 77; 1992, ch. 1, art. 153
 EEV, 1978-79, ch. 13 loi (*sauf* Partie V) en vigueur 02.04.79
voir TR/79-78; Partie V en vigueur 01.08.79 *voir*
 TR/79-149
 EEV, 1988, ch. 2, art. 77 en vigueur 04.02.88
 EEV, 1992, ch. 1, art. 153 en vigueur à la sanction 28.02.92

**Organisation du gouvernement (organismes
 fédéraux), Loi sur l', (voir le ministère ou le
 sujet en cause) — 1995, ch. 29**

(*Government Organization Act (Federal Agencies) (see
 Dept....)*)

art. 42, 1995, ch. 29, art. 43
art. 66, 1996, ch. 8, art. 23.3
 EEV, 1995, ch. 29, art. 7 et 8 sont réputés entrés en vigueur
 20.03.95 *voir* 86(2); art. 76 à 85 sont réputés entrés en
 vigueur 01.04.95 *voir* par. 86(3); art. 1 à 3, 6, 9 à 22, 24 à
 31, 33 à 75 en vigueur 01.11.95 *voir* TR/95-115; art. 4 et 5
 en vigueur 01.01.96 *voir* TR/95-115; art. 23 et 32 en
 vigueur 01.04.96 *voir* TR/95-115
 EEV, 1996, ch. 8, art. 23.3 en vigueur 12.07.96 *voir*
 TR/96-69

**Organisations à but non lucratif, Loi
 canadienne sur les — 2009, ch. 23**
 (*Canada Not-for-profit Corporations Act*)

**Déposé par le ministre d'État (Petite Entreprise et
 Tourisme)**

art. 308, abrogé, 2009, ch. 23, par. 360(2)
 Dispositions de coordination, 2009, ch. 23, art. 341 à 360

Dispositions générales, 2009, ch. 23, al. 313z.9)
 (abrogations), art. 340 (mention de la partie III de la *Loi
 sur les corporations canadiennes*, ch. C-32 des S.R.C. de
 1970 dans toute loi fédérale) et art. 361 à 371
 (abrogations)

Dispositions transitoires, 2009, ch. 23, art. 297 à 299

EEV, 2009, ch. 23, par. 297(2) à (4), (6) et (7) et art. 341 à
 360 en vigueur à la sanction 23.06.2009 *voir* par. 372(1);
 — art. 300 à 302, 304, 310, 311(1), (3) et (4), art. 313
 préc. al. a), les al. c), e), g), i), k), m), o), q), t), v), x), z),
 z.02), z.04), z.1), z.5) et z.8) et art. 361 à 371 en vigueur
 12.03.2010 *voir* TR/2010-25;
 — art. 308 abrogé avant son entrée en vigueur *voir* 2009,
 ch. 23, par. 360(2) de la présente loi;
 — par. 317(1) et (2) entrent en vigueur en conformité
 avec le par. 114(4) du *Régime de pensions du Canada*
 aux dates fixées par décret *voir* par. 372(2);
 — art. 1 à 296, par. 297(1) et (5), art. 298 et 299, 303, 305
 à 307 et 309, par. 311(2) et (5), art. 312, al. 313a), b),
 d), f), h), j), l), n), p), r), s), u), w), y), z.01), z.03), z.05)
 à z.09), z.2) à z.4), z.6), z.7) et z.9), art. 314 à 316 et 318
 à 340 entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées
 par décret *voir* par. 372(1). Non en vigueur

**Otaries à fourrures du Pacifique, Loi sur la
 convention relative aux**

— L.R. (1985), ch. F-33

(*Pacific Fur Seals Convention Act*)

Loi cesse d'être en vigueur 24.02.93 *voir* TR/93-31

**Ouvrage de franchissement du détroit de
 Northumberland, Loi sur l' — 1993, ch. 43**
 (*Northumberland Strait Crossing Act*)

Le ministre des Transports (TR/99-5)

art. 2, 1994, ch. 26, art. 47(F); 1996, ch. 16, al. 60(1)o)
 EEV, 1993, ch. 43 en vigueur 02.09.93 *voir* TR/93-185
 EEV, 1994, ch. 26, art. 47(F) en vigueur à la sanction
 23.06.94
 EEV, 1996, ch. 16, art. 60 en vigueur 12.07.96 *voir*
 TR/96-67

O

Ouvrages destinés à l'amélioration des cours d'eau internationaux, Loi sur les

— **L.R. (1985), ch. I-20**

(International River Improvements Act)

Le ministre de l'Environnement

art. 2, 2009, ch. 14, art. 89
art. 3, 2009, ch. 14, art. 90
art. 4, 2009, ch. 14, art. 91
art. 5, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91
art. 6, abrogé, 2009, ch. 14, art. 91
art. 7, 2009, ch. 14, art. 92
art. 10, 2009, ch. 14, art. 93
art. 11, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 12, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 13, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 14, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 15, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 16, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 16.1, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 17, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 18, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 19, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 20, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 21, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 22, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 23, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 24, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 25, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 26, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 27, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 28, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 29, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 30, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 31, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 32, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 33, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 34, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 35, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 36, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 37, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 38, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 39, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 40, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 41, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 42, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 43, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93
art. 44, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 45, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 46, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 47, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 48, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 49, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 50, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 51, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

art. 52, ajouté, 2009, ch. 14, art. 93

EEV, 2009, ch. 14 (sanction : 18.06.2009), art. 89 à 93 en vigueur 10.12.2010 voir TR/2010-91